

1948

## LA GUERRE D'INDÉPENDANCE OU LE BAPTÊME DU FEU

### CONTEXTE

Le 15 mai 1948, quelques heures après la proclamation d'indépendance d'Israël, une coalition de cinq armées arabes – égyptiennes, irakiennes, syriennes, libanaises et transjordanienne – marche sur l'Etat hébreu. Les forces en présence sont alors à peu près égales : 35 000 combattants arabes contre 33 000 Israéliens. A ces derniers s'ajoutent toutefois 25 000 supplétifs non équipés, prêts à prendre la relève. Le talon d'Achille ? L'armement. Contrairement aux Arabes, pourvus en matériel lourd, les Israéliens, eux, en sont cruellement dépourvus.

### OPÉRATIONS

Le 29 mai, l'Etat juif subit un terrible revers : l'armée de Transjordanie s'empare du vieux quartier de Jérusalem. Le 15 juillet, le Conseil de sécurité ordonne le cessez-le-feu. C'est précisément à ce moment que l'avantage change de camp. Contournant l'embargo imposé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, Tsahal se constitue un arsenal auprès de la Tchécoslovaquie. Trois mois plus tard, en octobre, ce sont 80 000 hommes et femmes correctement équipés, parfaitement motivés et impeccablement dirigés qui affrontent 40 000 combattants arabes, moins armés, moins motivés et surtout mal commandés. Israël reprend la main sur tous les fronts, y compris au Néguev encerclé par les Egyptiens. En novembre, la défaite arabe est totale. L'Etat hébreu a non seulement réussi à récupérer tous les territoires alloués par le plan de partage des Nations unies mais il a conquis la moitié des régions initialement attribuées à ses adversaires. Israël comprend désormais le Néguev, la Galilée, la plaine côtière jusqu'à la bande de



Gaza et la partie ouest de Jérusalem. Quant à la bande de Gaza, elle est dorénavant administrée par l'Égypte, et Jérusalem-Ouest, par la Transjordanie.

### BILAN

Pour le petit Etat hébreu, le prix de la victoire est exorbitant : en déplorant 5 700 morts, ses pertes correspondent proportionnellement à celles subies par la France pendant la Première Guerre mondiale. S'y ajoute l'amertume de ne pas avoir

conquis la vieille ville de Jérusalem, où se trouve le Mur des Lamentations. Autour, la confusion est à son comble : plus de 700 000 Palestiniens ont été obligés de prendre la fuite ou ont été expulsés. « Si la guerre a permis à Israël de résoudre la question de son indépendance, elle n'a en rien réglé les problèmes de fond », explique l'historien Pierre Razoux. Doté de nouvelles frontières difficiles à défendre, l'Etat hébreu doit plus que jamais se battre pour sa survie. ■



1956

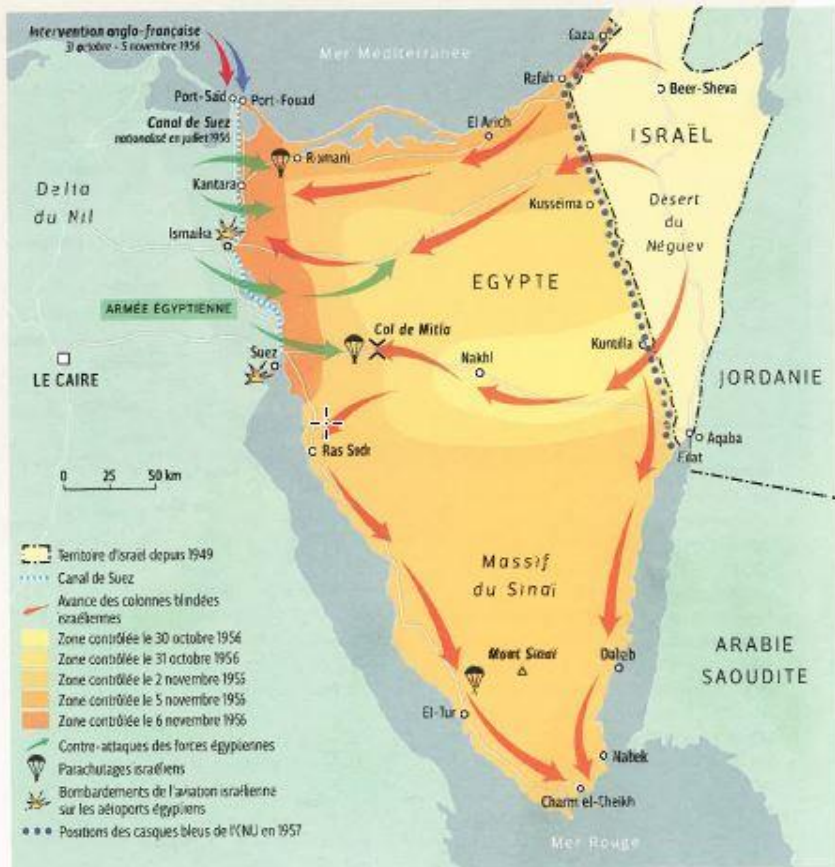
## LA CRISE DE SUEZ OU L’AFFIRMATION DE LA PUISSANCE

### CONTEXTE

Coup de théâtre au Moyen-Orient : le 26 juillet 1955, le président égyptien Nasser nationalise le canal de Suez, point de passage ultrastratégique (notamment pour le commerce pétrolier) entre la mer Rouge et la Méditerranée. Pour la France et le Royaume-Uni, les principaux actionnaires du canal, le coup est rude. Pour Israël, c'est l'occasion inespérée de desserrer l'étau arabe. Une offensive lui permettrait tout à la fois d'anéantir les bases des feddayins (commandos palestiniens) sur la bande de Gaza, de détruire le potentiel militaire égyptien et de déverrouiller le blocus naval de Charm el-Cheikh.

### OPÉRATIONS

Britanniques, Français et Israéliens conviennent ensemble d'un plan que l'historien Elie Barnavi qualifie de « naïvement machiavélique » : le 29 octobre 1956, l'Etat hébreu attaque l'Égypte. Profitant de cette « agression surprise », Londres et Paris lanceront le lendemain un ultimatum aux deux belligérants pour qu'ils se retirent de la zone du canal. Selon toute vraisemblance, l'Égypte ne s'y pliera pas. Les troupes franco-britanniques entreprendront alors leur action « punitive », le 31 octobre. A la date dite, le scénario se passe comme prévu : l'armée israélienne lance une opération aéroportée à l'est du canal ; les anciennes puissances coloniales montrent le poing ; Nasser fait la sourde oreille et les bombardiers franco-britanniques déferlent sur Suez. En un temps record (moins d'une semaine), Tsahal, armée en sous-main par la France, conquiert la totalité du Sinaï. Cependant, l'euphorie de la victoire vire à la déroute diplomatique. Le 6 novembre, Moscou et Washington, les deux « vraies » superpuissances de l'après-guerre, sifflent la fin de



la récréation et imposent le cessez-le-feu. Paris et Londres regagnent leurs pénates et Israël se voit contraint d'évacuer le Sinaï.

### BILAN

Cette opération « coup de poing » aura permis à l'Etat hébreu de remplir son cahier des charges : anéantir le corps de bataille égyptien, éradiquer les foyers de feddayins et lever le blocus de Charm el-Cheikh. Mais sa frontière avec l'Égypte, protégée par les Casques bleus, n'est

pas stabilisée et le canal de Suez lui est toujours interdit. Nasser, pourtant sévèrement battu par les armes, est peut-être le véritable gagnant de la crise. Plus globalement, la crise de Suez voit la fin symbolique de l'ancien monde. Conscients de leur aura perdue, les Britanniques s'aligneront désormais systématiquement sur les positions américaines, tandis que la France continuera d'entretenir des relations étroites avec Israël jusqu'au début des années 1960. ■

1967

## LA GUERRE DES SIX-JOURS OU L'OFFENSIVE ÉCLAIR

### CONTEXTE

Mai 1967 : alors que les Casques bleus stationnent depuis dix ans sur la frontière israélo-égyptienne, Nasser exige leur retrait immédiat. Dans la foulée, le Raïs restaure le blocus naval à Charm el-Cheikh. Autour d'Israël, les bruits de bottes sont assourdissants : les alliances militaires se (re)forment entre l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban. La fièvre anti-israélienne enflamme le monde arabe. Sur le papier, la domination des coalisés est écrasante. Mais au regard de l'effectif réellement engagé et des défaillances du commandement unifié «le rapport de force n'est en définitive que de deux contre un en faveur des Arabes», nuance Pierre Razoux.

### OPÉRATIONS

Nasser désirait-il simplement intimider son adversaire ? Aux yeux d'Israël, en tout cas, la ligne rouge est franchie. Au matin du 5 juin, une escadrille de la Heyl Ha'avir cloue sur place l'aviation égyptienne. Star incontestée de l'opération ? Le Mirage français de Marcel Dassault. Au sol, l'exploit n'est pas moins grand : en trente heures, les troupes d'Ariel Sharon s'emparent du centre du Sinai. Le lendemain, le canal de Suez et Charm el-Cheikh cèdent à leur tour. Au même moment, Tsahal vainc les troupes jordaniennes et conquiert Jérusalem-Est. Le monde entier découvre alors les paras israéliens se recueillant devant le Mur des Lamentations. Reste le Golan syrien, emporté par Israël au prix d'affrontements sanglants. L'opinion internationale est sous le choc de cette guerre éclair. Le 20 juin, Léonid Brejnev, le maître du Kremlin, menace les États-Unis d'intervenir militairement. Un cessez-le-feu est finalement imposé par les superpuissances.

### BILAN

Le 10 juin, à l'issue de cette offensive «préventive» qui n'aura duré que six jours, l'État hébreu a quadruplé son territoire. Il est maintenant maître du Sinai, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan. Et surtout, il s'est emparé de Jérusalem, la ville-symbole coupée en deux depuis la guerre d'indépendance. Mais entre la victoire militaire et le traité de paix, le gouffre paraît infranchissable. Le 22 novembre 1967, employant une

formulation volontairement ambiguë, le Conseil de sécurité ordonne le retrait d'Israël des territoires occupés et exige «l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient». Un vœu pieux, quand on sait qu'en septembre, les pays arabes, réunis à Khartoum, s'étaient prononcés contre la paix, la négociation et la reconnaissance d'Israël. Cinquante ans plus tard, alors que les implantations israéliennes en «territoires conquis» ne cessent de croître, le différend n'est toujours pas réglé. ■



1973

## LA GUERRE DU KIPPOUR OU LA SURVIE À TOUT PRIX

### CONTEXTE

L'Égypte n'a pas digéré l'humiliante défaite de la guerre de 1967. Son président Gamal Abdel Nasser est mort trois ans plus tard, et son successeur, Anouar el-Sadate, bien que plus modéré, espère prendre sa revanche pour redorer le blason de son pays et le faire sortir du marasme économique. En ce 6 octobre 1973, Israël tout entier célèbre Yom Kippour. C'est pendant ce jour sacré pour les Juifs que l'Égypte et la Syrie attaquent la péninsule du Sinaï et le plateau du Golan, occupés depuis 1967. Quatre cent mille soldats, équipés de missiles antichars et de missiles sol-air de facture soviétique, prennent à revers les troupes israéliennes réduites à leur plus simple expression.

### OPÉRATIONS

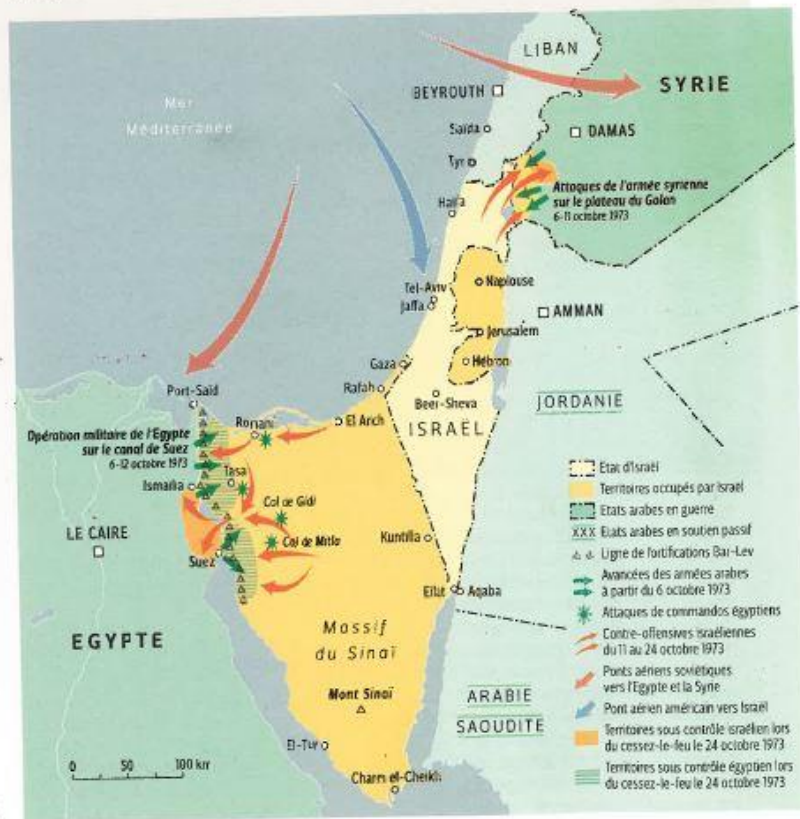
En quarante-huit heures, la ligne Bar-Lev, la ligne Maginot israélienne bâtie le long du canal de Suez, est enfoncée par les chars, tandis que la moitié du Golan est réoccupée. Pendant plus d'une semaine – le temps de sonner la mobilisation générale et de réceptionner les armes en provenance des États-Unis – l'action de Tsahal au Sinaï se limite à maintenir l'ennemi à distance. Vient alors le moment de la contre-offensive : relativement facile en Syrie, elle est plus laborieuse sur le front sud où les blindés d'Ariel Sharon ne franchissent le canal de Suez qu'à partir du 15 octobre. Comme lors de la guerre des Six-Jours, Brejnev fait pression sur les États-Unis et menace d'intervenir militairement aux côtés de l'Égypte. Le 22 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies appelle au cessez-le-feu immédiat.

### BILAN

En Israël, cette victoire à l'arraché provoque un profond traumatisme : on a l'impression d'être passé de

justesse à côté d'une seconde Shoah. Pourquoi les renseignements militaires – pourtant réputés si fiables – ont-ils échoué à sonner l'alarme ? Le triomphe de la guerre des Six-Jours les a-t-il égarés ? Un curieux mélange de désinvolture et d'arrogance a conduit le gouvernement – Moshe Dayan en tête – à sous-estimer l'adversaire. Cette colossale erreur de jugement a coûté la vie à plus de 3 000 soldats israéliens. Golda Meir y laissera son mandat de Première ministre. Reste que le

choc de 1973 a bel et bien fait bouger les lignes. «L'Égypte et Israël ont tous deux gagné la guerre, affirme le journaliste Abraham Rabinovich. L'Égypte a retrouvé sa fierté, Israël a remporté la plus grande victoire possible : la paix avec le plus grand pays arabe» (*The Yom Kippur War*, éd. Schocken, 2004). Car l'aveu de faiblesse de l'État hébreu a mené tout droit aux accords de Camp David, en 1979. Trois ans plus tard, en 1982, la péninsule du Sinaï était restituée à son pays d'origine. ■



### CONTEXTE

En ce début des années 1980, Israël cherche depuis des mois à neutraliser l'OLP. Ironie de l'histoire, c'est une faction palestinienne en disgrâce avec Yasser Arafat qui va lui en fournir l'occasion. Le 3 juin 1982, le commando d'Abou Nidal tente d'assassiner l'ambassadeur israélien à Londres. Qu'importe si Arafat n'y est pour rien : le lendemain, Tsahal bombarde les positions de l'OLP à Beyrouth, laquelle riposte par des tirs de roquette.

### OPÉRATIONS

Le 6 juin, une nouvelle guerre israélo-arabe est enclenchée. Selon Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, l'opération «Paix en Galilée» a simplement pour but de mater les feddayins du Sud-Liban. En réalité, Sharon caresse des projets bien plus ambitieux : anéantir l'OLP dans l'ensemble du pays, forcer les Syriens à se replier et transformer le pays du Cèdre en vassal d'Israël. Le 9 juin, à la surprise générale, l'armée israélienne dépasse son objectif initial et écrase les Syriens, avant d'atteindre la capitale libanaise. Durant des semaines, elle pilonne Beyrouth-Ouest, où l'OLP a établi son quartier général. Bilan : 7 000 morts dont 5 800 civils. A partir du 21 août, à la suite d'un accord américain, les troupes d'Arafat sont évacuées. Parallèlement, le chrétien Bachir Gemayel, l'allié présumé d'Israël, est élu président du Liban. Las ! Moins d'un mois plus tard, il meurt dans un attentat. A tort, la rumeur incrimine l'OLP. Les 16 et 18 septembre, des milices chrétiennes ivres de vengeance massacrent un millier de Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila.

Problème : la sécurité des camps incombait à Tsahal. «L'armée du peuple» s'est-elle rendue respon-



sable d'une «simple» négligence ou d'une «véritable» complicité ?

### BILAN

A la Knesset, Ariel Sharon est interpellé par des députés de la gauche : il est contraint de démissionner après qu'une commission d'enquête souligne sa «responsabilité indirecte». En Israël, le retentissement du massacre est immense. Le 25 septembre 1982, 400 000 personnes – soit un dixième de la population nationale – manifestent

leur indignation dans Tel-Aviv. Le «mini Vietnam du Proche-Orient», comme l'appelle l'historien Elie Barnavi, signe l'un des plus cuisants échecs stratégiques d'Israël. Non content d'entacher la réputation de Tsahal, il a fait émerger un adversaire bien plus redoutable : le Hezbollah, mouvement terroriste chiite financé par les Iraniens. Dans son manifeste fondateur publié en 1985, l'organisation déclare : «Notre lutte ne prendra fin que lorsque cette entité, Israël, sera éliminée.» ■

# DEUX PEUPLES EN LUTTE

1881-1948



## DES OTTOMANS AU MANDAT BRITANNIQUE

Les premiers sionistes venus d'Europe de l'Est émigrent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Palestine ottomane. Le sultan Abdul Hamid II les tolère mais rejette leurs revendications politiques. Les grands propriétaires arabes leur vendent alors cher des terres jugées ingrates. Des colons juifs essaient ensuite en Galilée et autour de Jérusalem. Après la Première Guerre mondiale, la Société des Nations confie l'administration de la Palestine aux Anglais en 1920 qui favorisent l'immigration juive.

1947-1949



## LE PARTAGE DE L'ONU ET LA PREMIÈRE GUERRE

L'installation des Juifs, de plus en plus nombreux, provoque un conflit larvé avec les Arabes. Après la Seconde Guerre mondiale, l'ONU adopte un plan de partage du territoire le 29 novembre 1947. Ben Gourion, chef de l'exécutif sioniste, convainc la communauté sioniste d'accepter ce plan. Une fois né, l'État d'Israël est aussitôt attaqué par les armées égyptienne, transjordanienne, irakienne, syrienne et libanaise. Après deux ans de conflit (1948-1949), Israël investit une partie des territoires arabes.



# POUR UN TERRITOIRE



## L'OCCUPATION DU SINAI ET LA PRISE DU GOLAN

Après l'armistice de 1949 et jusqu'en 1967, les frontières d'Israël et les territoires contrôlés restent globalement inchangés. Après la guerre des Six-Jours (en juin 1967), Tsahal occupe la péninsule du Sinaï (restituée à l'Égypte en 1982) et le plateau du Golan (pris à la Syrie et annexé en 1981). L'Etat hébreu profite de cette victoire militaire pour annexer Jérusalem-Est et autoriser des implantations de colonies dans les territoires arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza (évacuée entre 1993 et 2005).



## LA STRATÉGIE DES BLOCS D'IMPLANTATION

Depuis 2002, Israël fait construire un mur le long de la ligne verte (la ligne de démarcation entre forces israéliennes et arabes après les accords de 1949). En 2004, le plan de désengagement d'Ariel Sharon prévoit l'évacuation des colonies juives de la bande de Gaza, placée sous l'administration de l'Autorité palestinienne, et de certaines colonies en Cisjordanie. Cependant, des implantations proches du mur devraient rester sous souveraineté israélienne, en échange d'autres territoires.